

## **Travail social à Genève – L’austérité : un cocktail explosif pour les conditions de travail des employé.e.s et les personnes accompagnées**

### ***Résolution de l’Assemblée Générale des travailleur.euses du social du 17 mai 2022***

Depuis plusieurs mois le secteur social, et plus particulièrement le domaine du handicap est sous le feu de l’actualité. La surcharge de travail, le climat de violence, l’absentéisme élevé et les cas de maltraitance dénoncés dans la presse se multiplient. Le personnel de l’OMP, des EPI, d’Aigues Vertes, de l’Hospice Général, d’Astural, de la SGIPA, de la FOJ, de la Fase, du CSP, du Giap, de Clairbois et les syndicats SSP et SIT se sont réunis le mardi 17 mai en Assemblée Générale pour faire entendre leurs voix et donner à nouveau un signal d’alarme.

Les évènements de maltraitances dénoncés dans la presse, que nous ne cautionnons pas, prennent leurs racines dans le manque d’écoute du personnel de terrain et de moyens alloués à ce secteur. **Le secteur social a comme mission, en tant que service public, de soutenir et d’accompagner une partie de la population, souvent vulnérable. Ces prestations sociales ont un coût, mais elles sont essentielles et ne peuvent être réduites sans conséquence.**

La pandémie, ainsi que l’absence d’un nouveau budget cantonal en 2022 augmentant les moyens pour un secteur déjà en difficulté, n’ont fait qu’accélérer la mise en évidence du problème. Depuis une trentaine d’années, nous voyons le social progressivement privatisé, assujetti aux dons de fondations privées, avec à la tête d’institutions, des responsables venu.e.s du privé, sans connaissance du terrain, ni des personnes accompagnées, gérant ces institutions comme des entreprises. En 2015 déjà, des centaines de travailleuses et de travailleurs sociaux envoyaient un manifeste du social aux politiques et à leurs directions, pour alerter des difficultés croissantes de ce secteur. Les plans d’austérité, conjugués à l’augmentation des problématiques rencontrées sur le terrain, étaient vus comme un cocktail explosif par les salarié.e.s qui craignaient pour les personnes accompagnées et pour leurs conditions de travail. **Sous-effectif, maltraitance des salarié.e.s, simulacre de gestion horizontale, les burnouts, turn-over important, instauration de l’engagement par interim, parfois 10% des collaborateur.rices en arrêt maladie... - autant de facteurs qui ne peuvent qu’entraîner une dégradation de la prise en charge des usager.ères.**

**Cet avertissement n’a pas été pris au sérieux, ni par nos directions déconnectées de notre travail, qui ne font pas le relais vers les politiques pour porter nos inquiétudes, ni par les politiques qui ont continué de sabrer à l’aveugle dans les prestations !** Ce sont d’ailleurs les mêmes qui ont voté les coupes budgétaires qui s’offusquent maintenant du résultat de leurs décisions. Nos dirigeant.es savaient car nous les avons alerté.es et maintenant ils s’étonnent.

Les travailleuses et travailleurs sociaux ont pris l’habitude de ne pas être entendu.e.s, ni considéré.e.s. L’augmentation de nos salaires réclamée depuis tant d’années sans succès et qui correspondrait aux

changements prépondérants de notre travail en est un autre exemple. Face à la crise que traverse notre secteur, **nous demandons cette fois-ci un changement de paradigme pour que la voix des salarié.e.s, des usager.e.s et de leur famille soit prise au sérieux.** Concrètement, nous exigeons que :

- Soient organisées des assises par secteur et/ou par institution pour **prendre en considération l'expertise où elle se trouve, c'est-à-dire sur le terrain.**
- les propositions qui en ressortent soient chiffrées et qu'un plan financier soit demandé dans les plus brefs délais et qui se traduisent notamment par une **augmentation conséquente du nombre de postes sur le terrain**
- Soit mis en place un **dispositif à l'échelle cantonale pour pouvoir dénoncer des cas de maltraitance** sur les usagers.ères de manière anonyme, et que ce dispositif soit discuté paritairement avec les syndicats SIT et SSP
- Que le Conseil d'Etat mette la même énergie pour revaloriser nos professions que pour augmenter leur propre salaire, et que nos salaires soient indexés !

### ***Action du 2 juin***

Les syndicats vous invitent donc à participer à une action de dénonciation, la « **Balade du Social** » **qui aura lieu le jeudi 2 juin à 14h, rendez-vous devant la maison quartier de la jonction.** Nous ferons une marche de la honte devant des institutions représentatives du secteur social afin de mettre en évidence l'absence de considération et de moyens alloués à ce secteur. Des militant.es des différentes institutions témoigneront de leur réalité de terrain et de celle de leurs usagers.ères. Cette balade fait suite à l'Assemblée Générale et s'inscrit dans le contexte plus large d'une mobilisation de la fonction publique élargie en vue d'un projet de budget 2023 que nous savons déjà insuffisant.